

Fortes mobilisations au Mexique

dimanche 8 avril 2012, par [MARQUEZ Héctor](#) (Date de rédaction antérieure : 5 avril 2012).

Les 15 et 16 mars derniers, la capitale mexicaine a été le théâtre d'imposantes manifestations.

Le 15 mars, plus de 60 000 enseignant.e.s provenant de nombreux états de la République ont rejoint la capitale. Un campement de 24 h a été ensuite installé en face du Palais Présidentiel. Convoquée par le courant démocratique du syndicat enseignant (Coordination Nationale des Travailleurs de l'Éducation-CNTE), cette mobilisation avait notamment pour objectif de réclamer la destitution d'Elba Esther Gordillo de la direction du poste qu'elle occupait depuis 23 ans, avec l'appui successif des gouvernements du PRI et du PAN.

La démocratisation du plus grand syndicat enseignant d'Amérique Latine, réclamée par sa base, est un enjeu de première importance au moment où le gouvernement conservateur de Felipe Calderón (PAN) approfondit les réformes néolibérales en modifiant la Loi Générale sur l'Éducation (LGE). Les accords passés entre la direction syndicale et le gouvernement de Calderón vont dans le même sens, ainsi que la volonté d'appliquer à l'ensemble du corps enseignant un examen dit d' « évaluation universelle » standardisé, voulu par l'OCDE, qui ne tient aucun compte des différences existantes au sein du pays (notamment entre les villes et les régions rurales). A cela s'ajoute la précarisation extrême du statut des enseignant.e.s. Cette première mobilisation d'envergure nationale peut être considérée comme un succès. Mais les résultats obtenus sont maigres : la promesse d'ouvrir un dialogue sur le modèle éducatif mexicain et la participation à un forum d'analyse sur l' « évaluation universelle » qui se tiendra au Sénat dans les prochaines semaines. Un certain nombre d'éléments semblent donc réunis pour un approfondissement des mobilisations au cours des prochaines semaines.

Le SME (Le syndicat mexicain des électriciens), quant à lui, poursuit sa lutte pour obtenir la réintégration des 16.500 travailleurs en résistance de la défunte entreprise de production électrique « Luz y Fuerza del Centro » fermée illégalement par le gouvernement il y a deux ans et demi, et la libération des 12 prisonniers politiques du syndicat. Le 16 mars, la manifestation qu'il a convoquée réunissait des milliers d'électriciens et des travailleurs.euses d'autres syndicats : employé.e.s de la sécurité sociale, de l'Université Nationale Autonome du Mexique, des télécommunications, et de la compagnie aérienne « Mexicana de Aviación », tous.toutes en lutte et venus manifester leur solidarité. Les banderoles appelaient les travailleurs à ne donner aucune voix aux candidats de la droite (PRI et PAN) lors de l'élection présidentielle du 1^{er} juillet. A leur arrivée sur la Place de la Constitution, les électriciens ont également reçu l'appui des enseignant.e.s de la CNTE. Martín Esparza, secrétaire général du SME, a affirmé que la paix sociale ne sera possible que si le gouvernement respecte les droits syndicaux et entreprend des actions en faveur de la justice sociale. De nombreuses luttes, parfois radicales, ont scandé ces derniers mois. Il s'agit maintenant de les faire converger dans un mouvement d'ensemble qui permette d'arracher des victoires. Le projet, impulsé par le SME, de création d'une Centrale unique des travailleurs.euses combative et en rupture avec le corporatisme et la compromission du syndicalisme mexicain majoritaire, devrait permettre d'avancer dans ce sens.

Héctor Márquez, correspondant de *solidaritéS* au Mexique

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidairtéS », n° 206 (05/04/2012). www.solidarites.ch/journal/